


LE LITHIUM EN RDC

 Sécuriser l'investissement
renforcer la gouvernance et bâtir
une prospérité locale durable

Rapport final de la table ronde

Kinshasa, 25–26 mars 2026



resource matters



Foreign, Commonwealth
& Development Office



NRGI



DES MINÉRAIS STRATÉGIQUES: UN LEVIER DE DEVELOPPEMENT

Cobalt, cuivre, lithium : **Resource Matters** plaide pour que le Congo tire plein bénéfice de ses minerais stratégiques et pour que les populations des zones minières voient les retombées concrètes des taxes payées aux entités étatiques.

Résumé exécutif

La République démocratique du Congo entre dans une phase décisive de son développement minier avec l'émergence du lithium, désormais au cœur de la transition énergétique mondiale. Alors que la demande internationale s'accélère et que le pays dispose d'un fort potentiel pour devenir un acteur majeur, il doit corriger les failles structurelles observées dans les secteurs du cuivre et du cobalt : corruption, faible respect des cadres légaux, marginalisation des populations locales et retombées économiques insuffisantes.

Dans ce contexte, les 25 et 26 mars 2026, Resource Matters a organisé à Kinshasa une table ronde consacrée au développement du lithium. Elle a réuni autorités publiques, partenaires internationaux, société civile et communautés de Manono. Les entreprises privées, bien qu'invitées, étaient absentes. L'objectif était de définir une stratégie concertée intégrant dimensions économiques, sociales, environnementales et de gouvernance. Les échanges, menés selon les règles de Chatham House, ont dégagé un consensus : faire du lithium un levier de développement durable.

Cela suppose de renforcer gouvernance et transparence, d'imposer des exigences claires de transformation locale et d'industrialisation, et de positionner stratégiquement la RDC dans un contexte géopolitique concurrentiel. Le rapport présente les constats, les défis et des recommandations à destination des décideurs publics, investisseurs et partenaires.



Le lithium : Une opportunité stratégique aux multiples dimensions

Le lithium offre un potentiel économique majeur et constitue un levier de diversification, notamment à Manono (Tanganyika), où la production est imminente. Il pourrait renforcer les budgets locaux, créer des emplois et favoriser le transfert de compétences. Bien que la RDC ne consomme pas encore ces produits, ce secteur accroîtra son poids diplomatique et son intégration dans les chaînes de valeur des économies vertes.

Cependant, cette opportunité exige une gouvernance exemplaire. Les erreurs observées dans le cuivre et le cobalt — corruption, conflits d'intérêts, faible redistribution — doivent être évitées. Il est essentiel d'appliquer rigoureusement le cadre réglementaire, d'assainir le climat des affaires et de formaliser les engagements des investisseurs, notamment en matière de formation et de partenariats technologiques favorisant la valeur locale.



Gouvernance renforcée et transparence accrue : piliers indispensables



La gouvernance demeure le principal défi pour assurer la durabilité et l'impact positif de l'exploitation du lithium. De nombreux constats montrent que ce secteur, encore émergent, reste exposé aux mêmes dérives que d'autres minerais en République démocratique du Congo :

- La corruption persiste, affaiblissant les institutions et détournant les ressources.
- L'opacité dans l'octroi des titres miniers, liée à des procédures peu digitalisées et à une faible publication des informations, mine la confiance.
- L'absence de registre public des bénéficiaires effectifs empêche une identification claire des acteurs.

Pour restaurer la crédibilité du secteur, la table ronde recommande de digitaliser les procédures d'octroi des titres afin d'améliorer la traçabilité, réduire les fraudes et renforcer la transparence. Elle insiste aussi sur la publication systématique et en accès libre des contrats, avenants et études d'impact environnemental et social, accessibles aux niveaux national, provincial et local pour favoriser la redevabilité.

La protection des lanceurs d'alerte doit être renforcée par des mécanismes garantissant leur sécurité. Enfin, un dialogue permanent entre autorités, entreprises, société civile et communautés locales doit être institutionnalisé à tous les niveaux pour prévenir les conflits et promouvoir une gouvernance inclusive.

Garantir un développement social et environnemental juste et durable

Les leçons tirées de l'exploitation du cuivre-cobalt offrent un cadre d'alerte essentiel. Parmi les plus préoccupantes figurent les délocalisations menées sans respect du cadre légal, générant injustices et tensions sociales, ainsi que la faible implication des communautés dans la gouvernance et la prise de décision.

Sur le plan environnemental, la pollution de l'eau et de l'air reste récurrente, aggravée par la non-publication des études d'impact et une transparence limitée dans la mise en œuvre des mesures d'atténuation.

Pour éviter ces dérives dans la filière lithium en République démocratique du Congo, la table ronde recommande que toute délocalisation respecte strictement les normes légales, avec une consultation préalable effective des populations et de la société civile, afin de renforcer la « licence sociale » et la viabilité des projets.

Les études d'impact environnemental et social, ainsi que les plans de gestion, doivent être publiés systématiquement en ligne, avec des versions simplifiées accessibles localement pour favoriser le contrôle citoyen et la redevabilité.

Enfin, le renforcement des capacités et des moyens des leaders communautaires et des agents locaux est essentiel pour assurer la surveillance, le dialogue et l'application des sanctions, contribuant à un développement plus équilibré.

Industrialisation et valorisation locale : les clés d'une prospérité durable



L'un des principaux défis du secteur minier en République démocratique du Congo reste la faible transformation locale. L'exportation de minerais bruts limite fortement les retombées économiques et sociales. La filière lithium offre une opportunité de repenser ce modèle.

Son industrialisation doit s'inscrire dans une vision globale, visant la transformation locale, la création d'emplois qualifiés et le développement d'industries connexes. Les permis d'exploitation doivent intégrer des exigences contraignantes en matière de transformation locale.

Le développement des zones économiques spéciales (ZES), notamment à Musompo, constitue une avancée stratégique pour attirer des investisseurs et structurer une chaîne de valeur locale.

Cependant, le déficit énergétique, particulièrement à Manono, reste un frein majeur. La réhabilitation de la centrale de Mpiana Mwanga est un premier pas, mais insuffisant. Un plan d'électrification global, associant secteurs public et privé, est nécessaire pour garantir une alimentation fiable aux mines, aux industries et aux populations.

La transformation devra être progressive, en privilégiant d'abord des procédés accessibles technologiquement, accompagnés d'un effort soutenu de formation professionnelle. À plus long terme, la diversification économique – notamment dans l'agriculture, l'agroalimentaire et le tourisme – sera essentielle pour pérenniser les retombées et réduire la dépendance aux ressources extractives.

Une stratégie géopolitique claire et un climat d'investissement stable

Le lithium étant un minéral stratégique, la République démocratique du Congo évolue dans un contexte de concurrence accrue entre pays producteurs. Pour se positionner avantageusement, elle doit définir des critères clairs de sélection des investisseurs, fondés sur leurs capacités financières, techniques et éthiques, ainsi que sur leur contribution aux retombées locales.

Les partenaires étrangers doivent s'engager au-delà de l'extraction, à travers des projets industriels et technologiques créateurs de valeur sur le territoire.

Par ailleurs, des procédures transparentes et rigoureuses dans la conclusion des accords, appuyées par une diligence raisonnable publique, sont essentielles pour éviter les erreurs du passé.

Un climat des affaires stable et prévisible demeure indispensable, reposant sur une fiscalité cohérente, des procédures simplifiées, une sécurité juridique renforcée et un dialogue continu entre l'État, les investisseurs et la société civile.

Enfin, l'intégration du lithium parmi les minerais stratégiques doit s'inscrire dans un cadre global, avec des critères objectifs guidant la gouvernance et la politique industrielle.

Conclusion : un tournant historique à ne pas manquer

La filière lithium en RDC est à la croisée des chemins. Elle représente une chance unique d'écrire une nouvelle page du développement minier, basée sur la transparence, la bonne gouvernance et la justice sociale. Le secteur doit impérativement s'affranchir des erreurs passées qui ont limité l'impact positif de l'extraction minière.

En combinant une gouvernance rigoureuse, une mobilisation des communautés locales, une industrialisation progressive, et une politique d'attractivité responsable, la RDC pourra non seulement consolider son rôle sur la scène internationale, mais surtout assurer une prospérité partagée et durable à ses populations.

Le succès de cette ambition politique majeure dépendra largement de la volonté collective des acteurs étatiques, privés, communautaires et internationaux à s'engager pour un développement équitable et pérenne.

Engagements concrets et feuille de route

Pour transformer ces orientations en actions concrètes, la table ronde a identifié plusieurs priorités selon un calendrier progressif :

- **À court terme (1 à 2 ans)**

Il est urgent de mettre en place la digitalisation des procédures d'octroi des licences, publier tous les documents contractuels et évaluer les capacités techniques des administrations impliquées. La protection des lanceurs d'alerte doit être renforcée immédiatement.

Des campagnes de sensibilisation pour les communautés locales et les acteurs territoriaux doivent être déployées, parallèlement à la création d'espaces de dialogue multipartite réguliers. Les participants à la table ronde ont fortement encouragé la tenue d'une prochaine rencontre décentralisée à Manono, afin d'élargir la participation et d'ancrer au niveau local la construction d'une « licence sociale » autour des projets lithium. Cette initiative permettra de renforcer l'appropriation locale et de diffuser les bonnes pratiques.

Par ailleurs, un mécanisme institutionnel chargé de suivre la mise en œuvre des recommandations proposées sera mis en place, garantissant un suivi rigoureux et transparent.

- **À moyen terme (3 à 5 ans)**

La stabilisation du cadre réglementaire et fiscal est en tête des priorités. L'État devra instaurer des critères clairs et transparents pour le choix des partenaires, appliquant des standards internationaux de diligence raisonnable. Des plans énergétiques adaptés à la région de Manono devront être élaborés et mis en œuvre avec sérieux. Les formations techniques et professionnelles devront être intensifiées pour doter le secteur d'une main-d'œuvre compétente.

- **À long terme (5 à 15 ans)**

Les permis miniers devront strictement conditionner l'exploitation à des engagements précis de transformation locale et de création d'emplois. Les zones économiques spéciales doivent être consolidées et développées. L'État encouragera la diversification économique en investissant dans l'agriculture, le tourisme et d'autres secteurs à fort potentiel. Une politique nationale globale sur les minerais critiques encadrera toutes ces mesures.





resource matters

BUREAU DE BRUXELLES

Mundo-Madou

Avenue des Arts 7-8 - 1210

Bruxelles - Belgique

BUREAU DE KINSHASA

Concession Sedec

Avenue de la Paix n°1

Commune de La Gombe - RD Congo

©Resource Matters, Mai 2026

www.resourcematters.org